

Communiqué de l'Union des Cercles Légitimistes de France et de la [Confrérie Royale](#) du 15 mai 2018

Beaucoup de médias ont évoqué, avec plus ou moins d'objectivité, la fin de vie du petit Alfie Evans et le combat ô combien courageux de ses parents.

À notre connaissance, peu de journalistes ont osé dénoncer publiquement les dessous angoissants de cette mise à mort, légale.

Force est de constater que, de plus en plus, la culture de mort l'emporte sur le respect de la vie. Il nous appartient, à nous légitimistes, de réfléchir sur cette dernière bataille et d'en tirer les leçons.

La courte vie d'Alfie

Un petit enfant malade

Alfie est né le 9 mai 2016.

Quelques mois après sa naissance, l'enfant présente des troubles cérébraux. Il est atteint d'une maladie neuro-dégénérative jusqu'ici inconnue et pour laquelle il n'existerait pas de traitement. Il est conduit à l'hôpital pour enfants Alder Hey, à Liverpool (Angleterre). Moins d'un mois après, l'équipe médicale, le jugeant incurable, décide qu'il faut arrêter les soins.

Le 11 décembre, l'hôpital saisit la Haute Cour pour arrêter l'assistance respiratoire d'Alfie. Les médecins ont déclaré qu'il était inhumain de le garder en vie dans ces conditions. Les jeunes parents de l'enfant s'opposent fermement à cette décision et entament une bataille judiciaire.

Le 20 février 2018, la Haute Cour de Manchester juge inutile la poursuite des soins et donne raison aux médecins. Les parents font appel, mais la Cour d'appel rejette leur requête le 6 mars.

Le 28 mars, la Cour européenne des droits de l'Homme fait de même et refuse d'intervenir.

Le 18 avril, le père d'Alfie, Tom Evans, est reçu par le pape François, lequel demande à l'hôpital pédiatrique Bambino Gesù, propriété du Saint-Siège, de faire « *le possible et l'impossible* » pour accueillir l'enfant. Il encourage Tom et le félicite de tout faire pour défendre la vie de son fils.

Le 20 avril, à son tour, la Cour suprême du Royaume-Uni déclare inadmissible le recours présenté par les parents.

Le 22 avril, quarante-neuf mamans d'enfants hospitalisés à l'hôpital Bambino Gesù adressent une lettre au directeur de l'hôpital de Liverpool pour exprimer leur soutien au petit Alfie Evans et à ses parents. Elles rappellent que soigner ne signifie pas seulement guérir, car

chaque instant de vie passé ensemble a une valeur inestimable pour nous parents ¹.

Après la confirmation des deux premières sentences, Alfie doit être « débranché ». C'est donc

la thèse que le "meilleur intérêt" d'Alfie est de ne pas vivre qui prévaut, regrette Vatican News, malgré le fait que les parents demandent de l'assister jusqu'à sa mort naturelle et que l'hôpital Bambino Gesù soit prêt à l'accueillir à ses frais ².

Mariella Enoc, présidente de cet établissement, se rend à Liverpool pour rencontrer les parents et les autorités de l'hôpital Alder Hey afin de trouver une solution commune.

J'espérais pouvoir parler avec quelqu'un mais cela n'a pas été possible. L'hôpital sait que je suis là mais ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas me recevoir [...] C'est une situation vraiment difficile. Je vis dans une réalité où les cas comme Alfie sont nombreux et les mamans de l'hôpital m'ont demandé de faire quelque chose. Elles m'ont dit « *vous ici, vous laissez vivre nos enfants* ». Personne ne veut faire d'acharnement thérapeutique mais un accompagnement plus serein pourrait être fait.[...] Je ressens toute mon impuissance... ³

Tom lance un pressant appel pour essayer de sauver la vie de son enfant : « *Ils vont tuer mon fils* », dénonce-t-il dans un entretien à l'hebdomadaire italien *Famiglia Cristiana*, « *les médecins de Liverpool, déplore-t-il, refusent de le laisser partir* ⁴ ».

Lundi 23 avril : le jour de l'échéance, le petit garçon reçoit la nationalité italienne

La procédure létale, prévue le 23 avril à 14 heures, a pu être retardée. Dans l'après-midi, Tom Evans annonce que l'ambassadeur d'Italie en Grande-Bretagne doit être reçu par le juge Anthony Hayden dans la soirée.

Dans le même temps, le pape François intervient à nouveau publiquement par un message sur le réseau Twitter :

Ému par les prières et la grande solidarité en faveur du petit Alfie Evans, je renouvelle mon appel afin que la souffrance de ses parents soit entendue et que leur souhait d'accéder à de nouvelles possibilités de traitement soit exaucé⁵.

C'est alors que les médias du Vatican rapportent que l'Italie a concédé la nationalité italienne au petit Alfie. De cette façon, le gouvernement italien souhaite que la nouvelle nationalité de l'enfant permette son transfert immédiat en Italie.

À la suite d'une entrevue avec l'ambassadeur d'Italie au Royaume-Uni, le juge Hayden, considérant que l'enfant est un citoyen britannique, estime qu'il est soumis aux décisions de la justice de ce pays. Il donne encore le feu vert aux médecins pour mettre fin aux soins apportés au petit Alfie. La nouvelle arrive alors que les manifestations se poursuivent devant l'hôpital de Liverpool.

À 22 h 17, l'assistance respiratoire est retirée à Alfie. L'équipe médicale d'Alder Hey a pronostiqué une mort très rapide. Mais contre toute attente, l'enfant continue à vivre, ce qui prouve, selon son père, qu'il peut respirer seul et que son état de santé est « significativement meilleur » qu'évalué.

Des soutiens internationaux pour Alfie

Les parents reçoivent plusieurs soutiens de poids.

Le sénateur américain Ted Cruz, ancien rival de Donald Trump lors de la primaire républicaine.

Le président polonais Andrzej Duda.

le président du Parlement européen, Antonio Tajani.

D'autres encore se prononcent en faveur de l'enfant et de ses parents :

Malgré l'opposition, scandaleuse, de nombreux évêques d'Angleterre, l'appui du pape François est total.

Le gouvernement italien se joint au souverain pontife et offre une alternative à la mort d'Alfie, un avion sanitaire de l'armée italienne est à Liverpool, prêt à décoller pour emmener l'enfant à Rome.

L'affaire cristallise une telle émotion au Royaume-Uni que de nombreuses manifestations sont organisées et le groupe « Alfie's Army » (« L'armée d'Alfie »), rassemble jusqu'à 800 000 membres sur Facebook.

Mardi 24 avril : Alfie survit au débranchement

Alfie a survécu, déjouant les pronostics : « *Ils l'ont laissé pendant neuf heures sans nourriture, ni eau, ni oxygène* ⁶ », explique Tom Evans. Les parents demandent à la justice de revoir sa position : une requête de nouveau rejetée le lendemain par la Haute Cour de Manchester. Cette juridiction estime que le dossier d'Alfie a atteint son « chapitre final ».

Une nouvelle audience « décisive » est obtenue à 15 h 30 ce 24 avril.

Le juge Hayden, qui a signé la sentence ordonnant le débranchement d'Alfie, s'entretient une nouvelle fois avec les représentants légaux de la famille.

Pendant ce temps, un groupe de médecins britanniques a vivement condamné la manière dont on traite le petit garçon et s'étonne qu'on empêche ses parents de l'emmener en Italie.

Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, a fait une déclaration publique réclamant

Les leçons à tirer de l'assassinat légal du petit Alfie Evans

qu'on donne une nouvelle chance à Alfie et qu'on le laisse aller en Italie où on tentera de le sauver.

Alfie a déjà survécu plus de 18 heures sans être ventilé. Son père a dû parlementer avec les médecins de l'hôpital pour obtenir qu'on lui administre enfin de l'eau et de l'oxygène.

Le juge Hayden confirme qu'il ne sera pas transféré en Italie. La nouvelle fait la une des journaux télévisés britanniques.

Mais un nouveau rebondissement a lieu le soir même : l'avocat de la famille Evans obtient pour le lendemain un examen en urgence de son recours devant la Cour d'appel. Dans l'attente, la famille Evans communique sur les réseaux sociaux :

On nous avait dit que notre enfant ne tiendrait pas 5 minutes sans ventilation artificielle ; or cela fait 36 heures maintenant⁷.

Les pronostics pour le moins pessimistes des médecins de l'hôpital se révélaient erronés.

Mercredi 25 avril : La Cour d'appel décide la mort

Dans la soirée du 25 avril, la Cour d'appel annonce que les ultimes recours sont rejetés. Dans un communiqué, la direction de l'hôpital Alder Hey ose dénoncer les pressions dont les professionnels de santé ont fait l'objet.

Dans sa chambre d'hôpital, auprès des parents, Alfie est assisté par un prêtre italien, don Gabriele Brusco, qui témoigne que l'enfant « *a envie de vivre* ». Tom obtient que son fils soit nourri, cela fait 36 heures qu'il a été extubé, un délai interminable pour cet enfant qui avait déjà subi le choc de l'arrêt violent de sa ventilation.

Jeudi 26 et vendredi 27 avril : Le petit Alfie s'éteint

Tom essaie de calmer les médias dans l'espoir sans doute de voir l'hôpital Alder Hey accepter le transfert en Italie, mais il déclare encore à *TV 2000* que son fils est otage de l'hôpital.

Alfie Evans est mort à 2 h 30 le matin du 28 avril 2018, entouré de ses parents.

Réinformation TV rapporte les révélations de *La Nuova Bussola Quotidiana* et de *LifeSite*. Deux heures avant de mourir, peu après minuit le samedi matin du 28 avril, le petit Alfie Evans a reçu quatre médicaments. Sa situation s'est rapidement dégradée, de telle sorte que la journaliste Benedetta Frigerio le certifie :

il n'est plus possible aujourd'hui d'affirmer avec certitude, comme on avait pu le penser, qu'Alfie est mort de mort naturelle. Si on l'a effectivement poussé à mourir, l'hôpital Alder Hey a appliqué une forme d'euthanasie doublée d'une torture aussi cruelle pour l'enfant que pour ses parents⁸.
Je suis profondément touché par la mort du petit Alfie, écrit le pape François ce samedi 28 avril, alors que ce bébé de 23 mois est mort cette nuit, à 2 h 30, à l'hôpital de Liverpool où il était hospitalisé depuis décembre 2016⁹.

Vatican News en français fait observer que :

ce drame cristallise les inquiétudes de ceux qui voient dans ces décisions de la justice britannique et européenne une légalisation de fait de l'euthanasie des mineurs, non pas par la voie parlementaire, mais par celle d'une jurisprudence susceptible d'inspirer les autres États européens¹⁰.

Les dessous angoissants d'une mise à mort

Des journalistes ne se sont pas contentés de reproduire les communiqués de l'AFP. Par leurs investigations, ils ont voulu nous dévoiler les dessous de la condamnation du petit Alfie :

Bastien Lejeune, dans *Valeurs actuelles*, voit, dans la décision des médecins et de la justice britannique de faire mourir le petit Alfie Evans contre la volonté de ses parents, une obstination euthanasique qui relève du totalitarisme le plus inquiétant. Les parents sont spoliés de leur droit le

plus absolu de décider du sort de leur enfant¹¹, obligés d'accepter la sentence de la Cour

Les leçons à tirer de l'assassinat légal du petit Alfie Evans

européenne des droits de l'homme qui affirme « *qu'aucune violation des droits de l'Homme n'a été constatée* ¹² » .

Sur le site *Boulevard Voltaire*, Anne Merlin-Chazelas, après avoir évoqué la situation de Vincent Lambert, écrit :

Ce qui est scandaleux et doit être combattu, c'est la prétention de certains médecins (en France comme en Grande-Bretagne) d'avoir le droit de décider pour des personnes qui ne sont ni mourantes ni malades que leur vie ne vaut pas la peine d'être vécue et qu'il faut donc y mettre fin par une euthanasie, et même d'être les seuls – excluant les proches – à avoir ce droit ¹³.

Jeanne Smits révèle sur le site [Réinformation TV](#) que :

Le juge Anthony Paul Hayden qui a rendu plusieurs décisions de mort dans l'affaire Alfie Evans fait partie d'une association judiciaire pro-LGBT, et il est également le coauteur d'un manuel juridique sur les enfants des couples de même sexe. L'histoire ne dit pas s'il est également franc-maçon, mais il est à l'évidence l'homme de la situation, le magistrat qu'il fallait pour aider la culture de mort à faire sa mue en dictature de la culture de mort.
[...] En tant que membre du BLAGG (*Bar Lesbian and Gay Group* : groupe lesbien et gay du barreau), Anthony Paul Hayden fait partie de ces juristes qui soutiennent les « *lesbiennes, hommes gays, bisexuels et personnes transgenres à tous les niveaux* » des professions judiciaires. BLAGG s'est ainsi réjoui de sa nomination en tant que juge de la Haute Cour de Manchester en 2013, avec une spécialisation dans les affaires familiales ¹⁴.

Le même site reproduit le communiqué de presse, traduit en français, des médecins britanniques de la *Medical Ethics Alliance*.

Extraits :

Nous sommes profondément préoccupés et outrés par le traitement et les soins offerts à Alfie Evans. [...] La tyrannie médicale doit prendre fin. Le pauvre Alfie ne doit pas être tué de cette manière. Nous demandons que les autorités permettent à Alfie de rejoindre Rome en toute sécurité ¹⁵. »

Réinformation TV commente également une vidéo où Tom Evans montre que les forces de l'ordre, y compris des policiers en uniforme, mais aussi des représentants du personnel, étaient omniprésentes et pistaient ses moindres déplacements dans les couloirs de l'hôpital. Il a aussi raconté comment lui et sa femme ont dû dormir par terre pour passer ce qui s'annonçait comme leur dernière nuit auprès de leur fils, l'hôpital ayant refusé de leur procurer des lits. Et Jeanne Smits d'ajouter :

Cette poussée en direction d'une étatisation de l'euthanasie se perçoit aux quatre coins du monde. Derrière son ricanement, elle porte toujours la marque de la cruauté, du mensonge, du refus de la vie et du mépris de la famille ¹⁶.

Dans son édition du 19 avril, le même site avait évoqué le cas du docteur Asperger, ce médecin autrichien soupçonné d'avoir organisé la mort de dizaines de jeunes patients.

« L'Allemagne nazie éliminait les plus vulnérables – comme Vincent Lambert ? Le programme d'euthanasie *Aktion T4* autorisé par Hitler s'est étendu à l'ensemble de l'Allemagne, de l'Autriche, la Pologne et de la République tchèque – le chiffre de 300 000 victimes est aujourd'hui admis, adultes et enfants confondus. Les médias n'ont pas de mots assez durs pour cette manière de s'en prendre aux plus vulnérables. Des mots qu'ils ne trouvent pas pour l'affaire Vincent Lambert... ¹⁷

Trop rares sont les voix d'évêques qui s'insurgent à l'instar de Monseigneur Negri :

Aujourd'hui, le petit Alfie recueille toute la grandeur idéale de nos peuples et juge toute la mesquinerie et la dépravation de beaucoup, de trop d'institutions, trop de structures scientifiques. Et ici, je pense aussi au triste spectacle de l'Église anglaise que nous n'aurions jamais pensé voir: le silence et le soutien ouvert au comportement des médecins de l'*Alder Hey Hospital*. Je ne peux pas ne pas y voir une grave trahison contre la vérité et la liberté du peuple ¹⁸

Laissons au site [benoit-et-moi.fr](#) une dernière analyse de ce drame :

Ceux qui entendent sacrifier la vie d'Alfie à leur conception malade de l'eugénisme assument une terrible responsabilité. Et dans l'horizon de nos consciences apparaissent des images dont nous pensions qu'elles ne se présenteraient plus. Ces horribles expérimentateurs sur la chair vivante du peuple allemand et au-delà, à Auschwitz et dans d'autres camps de concentration. Dans ce cas, cependant, nous sommes confrontés à un crime immense, compte tenu de l'acharnement impressionnant et coordonné des institutions britanniques dans leur désir de supprimer un petit innocent. Ici, il doit s'agir de quelque chose de tellement inavouable qu'il justifie le risque d'une crise diplomatique avec le gouvernement italien qui, pour pouvoir l'arracher aux griffes de ces possédés a été jusqu'à accorder la citoyenneté à Alfie Evans L'enfant doit avoir secrètement fait l'objet d'une expérimentation ratée de nouveaux vaccins ou d'un prélèvement d'organes, dont le commerce illégal est estimé à quelque 13 milliards de livres sterling par an rien qu'en Grande-Bretagne. Le refus aussi inébranlable qu'irrationnel de le laisser aller dans un autre hôpital disposé à le recevoir ne s'explique pas autrement. Le personnel du Bambino Gesù à Rome est sur place, prêt à le déplacer ; mais, évidemment, les examens effectués dans une autre structure sanitaire révéleraient immédiatement ce qu'en Angleterre, ils veulent qu'on ne

sache jamais¹⁹.

Les leçons de cette bataille

Après chaque crise, nous entendons les braves gens qui se sont battus généreusement, à leur façon, se lamenter « Nous avons touché le fond. » Et de s'en aller, vaincus, vaquer à leur quotidien. C'est bien mal connaître notre adversaire. L'oligarchie mondialiste a encore bien des « progrès » à imposer pour réaliser son rêve révolutionnaire : régénérer l'humanité... pour en faire une masse d'esclaves dociles. Si cette « marche en avant » a subi quelques revers, bien vite ceux-ci ont été effacés et l'hédonisme ambiant rend très difficile un retour à la loi naturelle.

Comme on le voit à travers les condamnations d'Alfie Evans, de Vincent Lambert et de beaucoup d'autres, l'euthanasie ciblée et l'eugénisme seront proposés puis imposés dans un proche avenir. Pour légiférer à propos du « Mariage pour tous », le gouvernement avait juré que jamais gestation pour autrui (GPA) et procréation médicalement assistée (PMA) sans père ne seraient acceptées. Ces deux mesures sont de plus en plus contournées. Un jour pas si lointain, au nom de l'égalité, la GPA sera légalisée aussi en France, puis encouragée, avec une contrepartie obligatoire : les couples hors normes révolutionnaires auront l'interdiction d'avoir des enfants. Déjà, dans les pays nordiques, on relève plusieurs cas d'enfants retirés à leurs familles trop chrétiennes.

Qui peut nous certifier que des laboratoires ne travaillent pas sur le clonage humain ? Peut-on baisser les bras ? Bien sûr que non. Quelle que soit la force de l'oligarchie, notre devoir de chrétien est de combattre. Mais il nous faut combattre intelligemment, c'est-à-dire, entre autres, ne pas renouveler les erreurs qui nous ont valu tant de défaites depuis 230 ans.

Chrétiens, réveillez-vous. À la fin du XIX^e siècle, les nôtres, majoritaires dans la population, ont échoué lamentablement. Aujourd'hui, ultra minoritaires, certains recherchent encore des alliances pour faire nombre. Depuis la chute de la monarchie légitime, ils se rallient générations après générations aux moins mauvais des démocrates avec l'espoir de renverser le cours des choses, mais en politique le nombre n'a jamais fait gagner. Les anciens devraient se souvenir des millions de manifestants qui ont défilé à Paris en 1984 pour défendre, en vain, l'école libre. Plus près de nous, la « *Manif pour tous* » a tout juste retardé l'application des lois contre la famille. *Alfie's Army* (« L'armée d'Alfie »), avec ses 800 000 membres, n'a pas été écoutée. L'oligarchie dispose des forces de police et surtout des principaux médias, elle se moque du nombre. Mieux, parfois elle suscite elle-même les réactions pour compter ses adversaires, les canaliser et les annihiler.

En ces temps d'ignorance, une bonne formation politique

évitera aux esprits facilement malléables de se fourvoyer dans des impasses politiques, à l'instar d'un Léon Degrelle dont certains épigones ratés voudraient faire un modèle de chef catholique (sic). S'il put être un meneur d'hommes et montrer de la bravoure sur le front de l'Est, il fut surtout un mégalomane sans doctrine, un bateleur égaré dans le national-socialisme, traître à son pays et hitlérromane impénitent.²⁰

Royalistes craintifs et courtisans, cessez de rêver à une étape intermédiaire, à une royauté à l'espagnole ou à l'anglaise. La reine Élisabeth a-t-elle pu empêcher le drame de Liverpool ? La Norvège, la Suède et le Danemark sont des royautés. N'oublions pas que nos [lois fondamentales](#) précisent que le roi de France doit être catholique. Et ce roi légitime n'est que le lieu-tenant de Dieu auquel il devra rendre compte de son gouvernement du royaume qui lui a été confié.

N'attendez pas que les autres travaillent pour vous, pour vos enfants, pour les générations à venir. Vous ne pouvez pas prendre prétexte que vous avez trop peu de temps disponible ou que vous n'avez pas la compétence voulue pour aider au retour de la monarchie. Les cercles légitimistes veulent mobiliser toutes les bonnes volontés au service de la France.

Saint Michel archange, ange gardien de la France, priez pour nous.



Monseigneur le duc d'Anjou, Louis de Bourbon, aîné des Capétiens, seul lieu-tenant de Dieu pour le royaume de France.

Références

- 1, 4. ↑ "Alfie Evans : lettre des mères d'enfants malades du Bambino Gesù", [Zenit.org](#)
2. ↑ "Royaume-Uni : les parents d'Alfie Evans déboutés", [Zenit.org](#).
3. ↑ "Alfie Evans : sur place, Mariella Enoc apporte le soutien du Bambino Gesù", [Zenit.org](#).
5. ↑ "Alfie Evans : le pape plaide pour « de nouvelles possibilités de traitement »", [Zenit.org](#).
6. ↑ "Alfie Evans' dad claims 'son's life support has been withdrawn'", [Miror.co.uk](#)
7. ↑ "Alfie Evans est mort à l'hôpital de Liverpool", [FSSPX](#).
8. ↑ "Ecco come hanno fatto morire Alfie", [La Nuova Boussole](#).
9. ↑ "« Je suis profondément touché par la mort du petit Alfie », écrit le pape François ", [Zenit.org](#).
10. ↑ "Le décès d'Alfie Evans cristallise les inquiétudes sur la fin de vie", [Vatican News](#).
11. ↑ L'autorité parentale, comme l'autorité royale, est de *droit divin* : voir "[Le droit divin selon Monseigneur de Ségur](#)"
12. ↑ [Valeurs actuelles](#), Vendredi 27 avril 2018 à 16:25.
13. ↑ Anne Merlin-Chazelas, "*Vincent Lambert, Alphie Evans : des vies qui ne valent pas la peine d'être vécues*", [Boulevard Voltaire](#).
14. ↑ Jeanne Smits, "*De l'affaire Alfie Evans au lobby LGBT : le juge Anthony Hayden qui refuse son transfert est un activiste pro-gay*", [Réinformation TV](#).
15. ↑ Communiqué de la *Medical Ethics Alliance* repris par [Réinformation TV](#).
16. ↑ Jeanne Smits, "*Un sursis pour Alfie Evans dont l'exécution devait avoir lieu lundi - et il est désormais citoyen de l'Italie*", [Réinformation TV](#).
17. ↑ Jeanne Smits, "*Hans Asperger a participé au programme d'euthanasie des handicapés de l'Allemagne nazie*", [Réinformation TV](#).
- 18, 19. ↑ Mgr Negri, "*Alfie, un conflit entre deux anthropologies*", [Benoît et moi](#).
20. ↑ "*Recension : l'idéologie du progressisme mise à nu*", [Vu de Haut n°23, hiver 2017](#).